

Belgrade, le 4 mai 1981

R é s u m é

an						a/a
Datum						
Visa						<i>[Signature]</i>
EDA						
Ref. p. A. 7 11.						

R.P. No 9/1981

VE/tm

Yougoslavie: appréciation de la situation
et perspectives d'avenir après les émeutes
du Kossovo

Au-delà des rumeurs toujours nombreuses et de la version officielle des événements, des évidences commencent à se faire jour:

1. Les émeutes ont été graves. C'est la première fois que l'état d'urgence est décrété en Yougoslavie depuis 1948 pour des raisons de politique intérieure. Les désordres se sont étendus à toute la Province et n'ont pas seulement été le fait des étudiants.
2. Les agitateurs avaient sans doute des contacts avec l'étranger, voire même pour certains d'entre eux des sympathies pour l'Albanie, mais le coup n'a pas été préparé de l'extérieur et ce n'est pas l'étranger qui a été le principal instigateur des troubles. Ceux-ci ont clairement été "home made".
3. Le calme est maintenu au prix d'un engagement massif de la milice et de la défense territoriale, mais la situation reste précaire, de l'avis même des autorités.
4. Le principal point d'interrogation est constitué par la façon dont les Albanais du Kossovo vont réagir à la répression d'une part et à la politique de porte fermée à leurs revendications "républicaines".

Beaucoup d'observateurs occidentaux affichent un certain pessimisme. A plus ou moins long terme, ils craignent que l'attitude figée de la Serbie ne contribue à faire du Kossovo un deuxième Pays Basque. Ces mêmes observateurs interprètent le refus catégorique d'entrer en matière au sujet des revendications politiques albanaises comme un aveu de faiblesse de la Fédération yougoslave et surtout une faute tactique.



- 2 -

L'on craint donc que l'allergie serbe à une République albanaise n'entraîne une fuite en avant des manifestants déçus et n'aboutisse à une radicalisation de leurs revendications.

5. Chacun s'accorde à prévoir que dorénavant les mesures de sécurité et, d'une manière générale, la surveillance se feront plus strictes et plus sévères dans l'ensemble du pays. Les émeutes du Kossovo ont pris les dirigeants yougoslaves, déjà point trop confiants, par surprise et n'ont pas manqué de provoquer un réflexe de défense de leur part. Une phase de moindre tolérance est donc à craindre.
6. Les causes socio-économiques des troubles sont connues et d'ailleurs bien réelles.

Mais outre l'état de sous-développement économique de la Province, il ne faut pas perdre de vue la problématique des relations entre Serbes et Albanais du Kossovo ainsi que le caractère anti-serbe de beaucoup de slogans pendant les récentes échauffourées. Cette animosité entre Serbes et Albanais du Kossovo ainsi que la rivalité de ces deux ethnies pour la prédominance dans cette Province ont leurs racines dans l'histoire des relations entre Albanais et Serbes et celle des relations interbalkaniques. Les aspirations des Albanais pour une République, facteur d'attrait dominant durant les émeutes des 1, 2 et 3 avril 1981, s'inscrivent dans ce contexte difficile. Le simple fait que les Albanais soient devenus beaucoup plus nombreux que les Serbes au Kossovo, berceau culturel et historique de la Serbie, contribue à entretenir une forme d'hostilité latente.

7. Le régime yougoslave semble préoccupé par les risques de résurgence du nationalisme dans d'autres régions. En Croatie, en Serbie surtout (Voïvodine) et en Bosnie-Herzégovine (nationalité musulmane). Les événements récents dont les conséquences sont difficilement calculables ont énormément sensibilisé la population.

L'on peut craindre que de nouveaux crédits et qu'un catéchisme plus rigoureusement asséné ne suffisent pas à prévenir de nouveaux troubles.

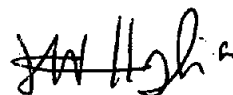
Le financement du Kossovo par les Républiques riches du Nord ne va pas en effet sans provoquer de vives critiques. Que ces Républiques se serrent davantage la ceinture pour le Kossovo et consentent à d'autres sacrifices pour cette Province semble être quelque peu irréaliste à l'heure actuelle.

Les problèmes, semble-t-il, sont essentiellement des problèmes de croissance, faits surtout de déception parmi des étudiants sans espoir de travail. Que des sentiments anti-serbes et nationalistes albanais soient apparus pendant les manifestations paraît être davantage une conséquence que la cause des troubles.

- 3 -

Mais la répression, si elle est dure, laissera des traces et peut engendrer un ressentiment aux suites imprévisibles. En conclusion, l'on peut dire que les tensions augmenteront dans la mesure où la discussion des vrais problèmes n'aura pas lieu.

LE CHARGE D'AFFAIRES A.I. DE SUISSE



(Vettovaglia)



Belgrade, le 4 mai 1981

R.P. No 9/1981

VE/tm

Yougoslavie: appréciation de la situation
et perspectives d'avenir après les émeutes
du Kossovo

De source sûre, j'ai pu apprendre l'essentiel des commentaires concernant la situation au Kossovo dont Lazar Mojsov, Président de la Présidence du Comité Central de la Ligue des communistes de Yougoslavie, Stane Dolanc et Miloš Minić, membres de la même Présidence, ont fait part à l'ancien Chancelier ouest-allemand Willy Brandt, en visite en Yougoslavie du 14 au 22 avril 1981.

Il s'agit là d'une des rares informations sur l'appréciation que les plus hauts dirigeants du pays font des émeutes du Kossovo en dehors des innombrables discours de désinformation prononcés en vue de "l'édification des masses laborieuses".

1. Mojsov et Dolanc ont affirmé que la Ligue des communistes de la Province autonome du Kossovo avait gravement sousestimé le sérieux et la vigueur du nationalisme albanais.

L'on peut remarquer à ce propos que les prises de position officielles intervenues jusqu'ici tendent, plus ou moins directement, à établir que les dirigeants du Kossovo ont failli à leurs tâches. Lazar Koliševski, représentant la Macédoine au sein de la Présidence de la Fédération yougoslave, a préconisé "une estimation ouverte et responsable des sérieuses faiblesses dans l'activité de la Ligue des communistes du Kossovo" et dénoncé "l'exercice inefficace, irresponsable et mauvais des fonctions confiées à certaines personnes", qui nul n'en doute ici, seront appelées à répondre tôt ou tard de leurs agissements.

2. Mojsov et Dolanc ont ensuite identifié les deux principales erreurs commises:
 - la politique d'information des populations du Kossovo par les dirigeants de la Province a été défailante. L'on a négligé de mettre en exergue les résultats que le système yougoslave a apporté au Kossovo et souligné par trop les problèmes du développement.

- 2 -

- La politique universitaire du Kosovo est une aberration. Il y a 52'000 étudiants et collégiens pour 178'000 cols bleus dans la Province. Tito aurait dit que la chose la plus dangereuse au monde était un intellectuel sans travail.

3. Mojsov et Dolanc ont relevé que la loi et l'ordre régnaient dans la Province ... mais superficiellement seulement.

Cette remarque se trouve être confirmée officiellement par la presse quotidienne et hebdomadaire. Ceci explique d'ailleurs l'énormité des moyens engagés et confiés à la milice et à la défense territoriale. La Province reste pratiquement coupée du monde. Des témoins oculaires étrangers et yougoslaves font état de blindés gardant les places et bâtiments importants de la capitale Priština. La milice et la défense territoriale campent sur les collines avoisinantes. Le principal quotidien de Priština, Rilindja, écrivait le 30 avril que "l'ennemi au Kosovo ne se tient pas tranquille; il poursuit son activité hostile de diverses façons comme la propagation de mots d'ordre, la distribution de pamphlets, la désinformation, les tentatives d'entraver les cours et l'envoi d'émissaires dans différents milieux".

4. Mojsov et Dolanc ont assuré leur interlocuteur que les têtes ne rouleront pas, du moins pas tout de suite... L'idée serait de laisser les dirigeants actuels du Kosovo rétablir la situation dans l'avenir immédiat pour les retirer plus tard avec une relative discrétion.
5. Mojsov et Dolanc ont souligné qu'en l'occurrence il n'y avait pas d'autre solution qu'une intervention massive pour réprimer les désordres (le bâton) et le recours rapide à une aide économique accrue passant par la satisfaction des revendications les plus pressantes et la prise de mesures pour remédier aux manquements les plus criards (la carotte). Ils ont réaffirmé avec force le "non" sans appel à une République albanaise "anti-yougoslave et déstabilisatrice".
6. Mojsov et Dolanc ont concédé ce que la plupart des observateurs soupçonnaient depuis longtemps, à savoir que l'influence de l'étranger sur les troubles du Kosovo, ne devait pas être surestimée.
7. Minić, enfin, a parlé de ses craintes de voir à moyen terme se constituer un axe Bulgarie-Albanie, chacune émettant plus fortement que par le passé ses revendications territoriales qui, sur la Macédoine, qui sur les Albanais du Kosovo, de Macédoine et du Monténégro. Minić relève à ce sujet que le Pacte d'amitié entre l'Albanie et la Bulgarie n'a jamais été dénoncé par cette dernière. Quant à l'Albanie, faisant allusion à un futur sans Enver Hoxha (dont l'on dit qu'à 72 ans il est gravement touché dans sa santé), Minić rappelle que le Pacte de Varsovie ne l'a jamais exclue (?).

* * *

- 3 -

Au-delà des rumeurs toujours nombreuses et de la version officielle des événements, des évidences commencent à se faire jour:

1. Les émeutes ont été graves et brutales. C'est la première fois que l'état d'urgence est décrété en Yougoslavie depuis 1948 pour des raisons de politique intérieure. Les désordres se sont étendus à toute la Province et n'ont pas seulement été le fait des étudiants. La participation, plus importante qu'admise jusqu'ici, d'ouvriers et de paysans a été reconnue ces derniers jours.
2. La version officielle selon laquelle les forces "fascistes et cominformistes" de l'extérieur ont détourné du droit chemin "les innocents et naïfs citoyens du Kosovo tombés dans le piège de la propagande de l'arsenal ennemi", ne reflète pas la réalité. C'est bien plutôt après coup ou plus exactement après les premières émeutes du 11 mars 1981 que certains groupes d'émigrés ont tenté d'exploiter les événements à leur profit. Les agitateurs avaient sans doute des contacts avec l'étranger, voire même pour certains d'entre eux des sympathies pour l'Albanie, mais le coup n'a pas été préparé de l'extérieur et ce n'est pas l'étranger qui a été le principal instigateur des troubles. Ceux-ci ont clairement été "home made". Kosta Nadj, président de l'organisation des combattants de la guerre de libération nationale de Yougoslavie, l'avoue implicitement en disant: "nous savons que l'ennemi extérieur existe mais ... nous n'avons pas remarqué son organisation antirévolutionnaire parmi nous."
3. Le calme est maintenu au prix d'un engagement massif de la milice et de la défense territoriale, mais la situation reste précaire, de l'avis même des autorités. Des lecteurs français de l'Université de Pristina confirment que guère plus de 50% des étudiants ont repris les cours. Les professeurs albanais (d'Albanie) sont rentrés chez eux.
4. Le principal point d'interrogation est constitué par la façon dont les Albanais du Kosovo vont réagir à la répression d'une part et à la politique de porte fermée à leurs revendications "républicaines".

Beaucoup d'observateurs occidentaux affichent un certain pessimisme. A plus ou moins long terme, ils craignent que l'attitude figée de la Serbie ne contribue à faire du Kosovo un deuxième Pays Basque et n'engendre certaines formes de terrorisme. Ces mêmes observateurs interprètent le refus catégorique d'entrer en matière au sujet des revendications politiques albanaises comme un aveu de faiblesse de la Fédération yougoslave et surtout une faute tactique. Là où Tito louvoyait et cherchait à désamorcer les antagonismes, l'armée

est intervenue.

En 1968, lors de graves remous estudiantins au Kosovo, les dirigeants de la Province avaient entrepris avec succès auprès du Maréchal une démarche visant à empêcher l'envoi de la police serbe. L'on craint donc que l'allergie serbe à une République albanaise n'entraîne une fuite en avant des manifestants déçus et n'aboutisse à une radicalisation de leurs revendications.

5. Chacun s'accorde à prévoir que dorénavant les mesures de sécurité et, d'une manière générale, la surveillance se feront plus strictes et plus sévères dans l'ensemble du pays. Les émeutes du Kosovo ont pris les dirigeants yougoslaves, déjà point trop confiants, par surprise et n'ont pas manqué de provoquer un réflexe de défense de leur part. Alors que le régime s'essayait timidement après la mort de Tito à une relative libéralisation de la critique et semblait s'accommoder de demandes pour une plus grande transparence, les signes d'une évolution contraire se sont rapidement multipliés. Par exemple, lors d'une conférence de deux jours, les 21 et 22 avril, les procureurs de la Fédération, des Républiques et Provinces se sont promis d'agir avec une efficacité et une fermeté accrues et de poursuivre pénalement toute atteinte contre l'ordre constitutionnel dont se rendrait coupable l'ennemi de classe qu'il soit "nationaliste", "chauviniste", "irrédentiste", "religieux", "anarcho-libéral" ou "cominformiste". Une phase de moindre tolérance est donc à craindre.
6. Les causes socio-économiques des troubles sont connues et d'ailleurs bien réelles.

Il est assez piquant dans le contexte d'aujourd'hui de citer les déclarations du Premier Ministre Veselin Djuranović, lors d'un voyage à Priština avec Tito, le 17 octobre 1979: "depuis 1975, quatre usines nouvelles seulement ont été implantées au Kosovo, ce qui est vraiment très peu."

Mais outre l'état de sous-développement économique de la Province, il ne faut pas perdre de vue la problématique des relations entre Serbes et Albanais du Kosovo ainsi que le caractère anti-serbe de beaucoup de slogans pendant les récentes échauffourées. Du côté serbe d'ailleurs, il n'y a guère plus de sympathie pour les Albanais et les récents événements ne vont pas contribuer à améliorer cet état de fait. Cette animosité entre Serbes et Albanais du Kosovo ainsi que la rivalité de ces deux ethnies pour la prédominance dans cette Province ont leurs racines dans l'histoire des relations entre Albanais et Serbes et celle des relations interbalkaniques. Les aspirations des Albanais pour une République, facteur d'attrait dominant durant les émeutes des 1, 2 et 3 avril 1981, s'inscrivent dans ce contexte difficile qui rappelle que la Yougoslavie est le plus hétérogène et le

- 5 -

plus complexe des pays nés de l'effondrement des empires ottoman et austro-hongrois. Alors la bataille pour le Kosovo ne fait peut-être que commencer... Le simple fait que les Albanais soient devenus beaucoup plus nombreux que les Serbes au Kosovo, berceau culturel et historique de la Serbie, contribue à entretenir une forme d'hostilité latente.

7. Le régime yougoslave semble préoccupé par les risques de résurgence du nationalisme dans d'autres régions. En Croatie, en Serbie surtout (Voïvodine) et en Bosnie-Herzégovine (nationalité musulmane). Les événements récents dont les conséquences sont difficilement calculables ont énormément sensibilisé la population.

Un soutien économique accru ne va pas sans poser de sérieux problèmes. Le financement du Kosovo par les Républiques riches du Nord ne va pas en effet sans provoquer de vives critiques. Que ces Républiques se serrent davantage la ceinture pour le Kosovo et consentent à d'autres sacrifices pour cette Province semble être quelque peu irréaliste à l'heure actuelle. Mais sans solution, le problème posé par le Kosovo n'en deviendra que plus redoutable avec le temps.

Le régime voit dans les émeutes récentes une double responsabilité: celle des meneurs (qui seront sévèrement punis) et celle des dirigeants du Kosovo (dont le manque de vigilance conduira à l'éviction). Mais qu'en est-il des vraies causes et de la thérapie à adopter ?

L'on peut craindre que de nouveaux crédits et qu'un catéchisme plus rigoureusement asséné ne suffisent pas à prévenir de nouveaux troubles.

Les problèmes, semble-t-il, sont essentiellement des problèmes de croissance, faits surtout de déception parmi des étudiants sans espoir de travail. Que des sentiments anti-serbes et nationalistes albanais soient apparus pendant les manifestations paraît être davantage une conséquence que la cause des troubles.

Mais la répression, si elle est dure, laissera des traces et peut engendrer un ressentiment aux suites imprévisibles. En conclusion, l'on peut dire que les tensions augmenteront dans la mesure où la discussion des vrais problèmes n'aura pas lieu.

LE CHARGE D'AFFAIRES A.I. DE SUISSE

AA Hgha

(Vettovaglia)

P.S. En référence au chiffre 7, al. 3, page 5, je voudrais ajouter que le Président de la Ligue des communistes du Kosovo, Mahmut Bakali, a remis sa démission le 5 mai 1981 !